

Un conte moral

FRÉDÉRIC LEBARON

En septembre 2008, le système bancaire et financier des États-Unis, infesté par plusieurs milliers de milliards de dollars de créances douteuses issues du marché immobilier, est au bord de l'effondrement, en particulier après la faillite de la banque d'investissement Lehman Brothers, annoncée le 15 septembre. La confiance disparaît : le marché interbancaire s'arrête de fonctionner et les bourses de valeurs chutent lourdement partout dans le monde.

Les banques centrales interviennent massivement : injection de liquidités, baisse rapide des taux d'intérêt, adoption de politiques « non conventionnelles » de rachats d'actifs, financement direct de la dette publique dans certains pays comme le Royaume-Uni... Les directions du Trésor recapitalisent les banques proches de la faillite pour leur éviter le sort de Lehman Brothers et les dirigeants politiques annoncent à diverses occasions que la contrepartie de leur aide sera une nouvelle « régulation », encore mal définie, de la finance mondiale. La banque américaine Citigroup, par exemple, à l'agonie, bénéficie d'énormes recapitalisations successives (l'État fédéral détenant à un moment 40 % de son capital), assorties de garanties d'actifs. Ce modèle de sauvetage sera largement reproduit.

Confrontés à une dynamique récessive extrêmement prononcée à partir de la fin 2008, les États renoncent à court terme à l'objectif d'équilibre budgétaire et engagent des fonds publics dans des « plans de relance », d'un volume variable selon les pays (le plan Obama s'élève à 790 milliards de dollars, le plan chinois à 600 milliards) qui ont pour but de limiter les effets macroéconomiques

d'un choc qui trouve principalement son origine dans la sphère financière. Taux d'intérêt très faibles du côté des banques centrales et déficits budgétaires abyssaux des États: les politiques « keynésiennes », discréditées par le succès mondial du « monétarisme » depuis les années 1970, reviennent en force. Elles s'accompagnent d'un bond sans précédent de la dette publique, qui avait été présentée, peu de temps auparavant, comme un mal absolu par divers représentants des élites économiques et politiques¹.

La nouvelle volonté de régulation de la finance mondiale, affichée de sommet en sommet par les dirigeants de la planète, touche à divers domaines: les rémunérations des banquiers et des *traders* jugées trop favorables à la prise de risque et aux stratégies de court-terme, les « paradis fiscaux », les comportements spéculatifs et opaques des *hedge funds*, etc. Les politiques semblent avoir repris le dessus sur les financiers et les banquiers.

L'ordre mondial est ébranlé. La domination des États-Unis, source de graves déséquilibres commerciaux et financiers, est partiellement remise en cause: le rôle du dollar, la gouvernance dissymétrique des institutions financières internationales, le management du risque défaillant dans la finance états-unienne sont discutés aux plus hauts niveaux. La relation particulière de l'économie américaine avec l'économie chinoise est mise au centre de la reconstruction d'un nouvel ordre économique international susceptible d'être enfin plus juste et moins instable².

Les politiques publiques s'infléchissent dans un sens « interventionniste » et « social » avec l'aggravation des conséquences de la crise. Plus de 50 millions d'emplois sont menacés selon le Bureau international du travail (BIT)³ et, dans les pays en développement, faute d'État social, ce sont des masses de travailleurs précaires qui sont brutalement condamnées à l'extrême pauvreté... Les mesures prises par les pouvoirs publics, plus ou moins timides selon les régions du monde, ne parviennent cependant qu'à ralentir la dynamique destructrice. Les emplois verts et les investissements publics massifs sont loin d'être à la hauteur d'un « trou d'air » économique où les anticipations pessimistes se nourrissent les unes des autres.

1. On relira, sans sourire, le rapport Pébereau de 2005, prophétiquement intitulé *Rompre avec la facilité de la dette publique. Pour des finances publiques au service de notre croissance économique et de notre cohésion sociale*, commission présidée par Michel Pébereau. Le rapport Attali de 2007 reprenait la même antienne de façon aussi agressive. L'histoire économique offre parfois des effets comiques inattendus.
2. On peut se référer sur tous ces points au rapport de la commission Stiglitz auprès du secrétaire général de l'ONU, qui marque la pointe avancée de la volonté réformatrice au sein du champ du pouvoir mondial. Pour consulter le compte-rendu de la conférence de presse qui en est issue: http://www.un.org/News/briefings/docs//2009/090625_Stiglitz.doc.htm
3. Pour consulter le rapport Faire face à la crise mondiale de l'emploi. « Une reprise centrée sur le travail décent »: http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_106223.pdf

Puis, faisant de la plus petite « bonne nouvelle » venue des États-Unis ou de Chine un signe annonciateur de « reprise », les Bourses renouent, à partir de mars 2009, avec la croissance spéculative. La Bourse de Shanghaï connaît une progression fulgurante. Voici même, quelques mois plus tard, que les banques américaines annoncent leurs résultats économiques du deuxième trimestre: elles ont, parfois très fortement comme pour Goldman Sachs, renoué avec les profits et semblent anticiper désormais l'avenir avec sérénité. La *City* recommence à attirer les *traders*, courtisés par les chasseurs de tête. Les banques les plus en difficulté il y a peu remboursent rapidement l'argent public qui les avait sorties du gouffre. Un courtier de Citigroup demande à bénéficier du bonus de 100 millions de dollars promis pour 2009... Les banquiers et financiers qui ont échappé à la catastrophe en 2008 sortent ainsi presque renforcés de cette forme de darwinisme économique qu'est la crise, illustrant bien l'inanité pratique de la notion d'aléa moral forgée par la « théorie économique »: ce sont les fauteurs de crise qui ont été aidés par les États, et ils n'ont donc aucune raison de ne pas, à nouveau, prendre de risque à l'avenir. Les projets de régulation perdent de leur urgence et se heurtent de façon de moins en moins souterraine au pouvoir revigoré de la finance mondialisée.

L'explosion de la dette publique fournit un thème de mobilisation aux élites financières, aux banquiers centraux et à leurs porte-parole parmi les économistes: la « reprise », espérée au point d'être devenue une obsession quotidienne, sera le moment du retour à l'ordre budgétaire et monétaire. Puisque l'augmentation des impôts ajouterait de l'interventionnisme à l'interventionnisme, l'objectif sera désormais clairement la réduction des dépenses publiques, accompagnée de pressions à la baisse sur les salaires pour éviter tout risque inflationniste (rendu plus crédible par le laxisme monétaire né de la gestion de la crise). Conformément à leurs dogmes, les responsables néolibéraux voient donc aujourd'hui dans la nécessité de remettre en état les finances publiques une nouvelle occasion d'agir avec force pour restructurer les États-providence et réformer les marchés du travail, afin d'« adapter les économies à la concurrence mondiale ».

La crise pourrait ainsi avoir rendu possible une nouvelle radicalisation des élites économiques dirigeantes : renforcement du pouvoir financier fermement soutenu par les États (au sein de ce que l'on peut caractériser comme un système de capitalisme financier d'État), précarisation de masse des salariés, en particulier dans le monde en développement, démantèlement de l'État-providence accentué dans des pays en difficultés budgétaires, et à terme : nouvelles réductions des dépenses d'éducation, de santé, et effritement accru des systèmes de protection sociale partout dans le monde.

En France, le dogme maintenu du non-remplacement partiel des fonctionnaires partant à la retraite, la « promesse » d'un recul de l'âge de départ à la retraite pour l'ensemble des salariés ne sont peut-être que les avantages d'une politique d'ajustement structurel qui est aujourd'hui souhaitée par de nombreux « décideurs », au sein de la haute administration et du gouvernement.

La crise de la finance mondiale aura alors contribué à la réalisation complète du programme économique destructeur qui l'a rendue possible. Mais le pire n'est pas toujours certain car, heureusement, ce sont *aussi* les peuples qui font l'histoire. ■